

L'adoption volontaire de codes de conduite par les clients de la SEE serait un pas dans la bonne direction pour le respect des droits de la personne par les exportateurs et elle ne nuirait en rien à la compétitivité des exportateurs canadiens et de la SEE. Cette approche inciterait les entreprises à adopter des codes de conduite pour faire des affaires à l'étranger, tout comme le secteur minier canadien, qui se préoccupe de l'environnement et fait des évaluations environnementales.

Recommandation :

La SEE devrait développer une politique lui permettant de demander aux exportateurs canadiens qui sollicitent ses services de soutien financier ou d'assurance d'indiquer, sur une base volontaire, s'ils ont un code de conduite assurant le respect des droits de la personne, un code de déontologie commerciale et des normes de travail équitables dans leurs activités internationales.